

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/204/Add.1

18 mars 1997

(97-1077)

---

Original: espagnol

NOTIFICATION CONFORMEMENT AU PARAGRAPHE 3 DU MEMORANDUM  
D'ACCORD CONCERNANT LES NOTIFICATIONS, LES CONSULTATIONS,  
LE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LA SURVEILLANCE ET A LA  
DECISION SUR LES PROCEDURES DE NOTIFICATION JOINTE A  
L'ACTE FINAL REPRENANT LES RESULTATS DES NEGOCIATIONS  
COMMERCIALES MULTILATERALES DU CYCLE D'URUGUAY

Communication de l'Argentine

Addendum

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 mars 1997, pour qu'elle soit distribuée aux Membres de l'OMC.

---

Me référant à la notification de l'Argentine reproduite dans le document WT/L/204, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le texte de la Résolution n° 225/97 publiée au Journal officiel de la République argentine n° 28592 du 24 février 1997.

./.

NOMENCLATURE COMMUNE DU MERCOSUR

Résolution n° 225/97

Les droits d'importation spécifiques minimaux (DIEM) applicables aux positions tarifaires du chapitre 64 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises sont supprimés.

EU EGARD aux pièces n° 061-000121/97 du Registre du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, et considérant:

- qu'en vertu du Décret n° 998 du 28 décembre 1995 portant modification du Décret n° 2275 du 23 décembre 1994, des droits d'importation spécifiques minimaux applicables à divers produits du secteur de la chaussure ont été établis;
- que durant l'année 1996 d'autres règlements modifiant partiellement ces droits ont été adoptés;
- que le premier règlement mentionné dans le premier considérant fixait au 31 décembre 1996 la date limite de validité des droits d'importation spécifiques minimaux, date qui a été reportée au 31 août 1997 en vertu de la Résolution n° 23/97 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics;
- que les modifications de la structure des droits d'importation applicables aux marchandises en question appellent une révision de la durée de validité des droits d'importation spécifiques minimaux (DIEM) et, en conséquence, l'abrogation des règlements concernant les importations des produits repris au chapitre 64 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises afin d'éviter une duplication inutile;
- que le Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines est intervenu dans l'élaboration de la mesure qui fait l'objet de la présente résolution;
- que la Direction générale des affaires juridiques du Ministère susmentionné a pris les dispositions relevant de sa compétence;
- que la présente résolution est prise eu égard aux dispositions de la Loi n° 22.415, de la Loi d'organisation ministérielle - texte officiel de 1992 - et de la Loi n° 22.792, et dans l'exercice des pouvoirs conférés par les Décrets n° 751 du 8 mars 1974 et n° 2275 du 23 décembre 1994.

Le Ministre de l'économie et des travaux et services publics décide ce qui suit:

Article premier: Les droits d'importation spécifiques minimaux (DIEM) applicables aux positions tarifaires du chapitre 84 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, reprises à l'annexe IX du Décret n° 998/95 tel qu'il a été modifié, sont supprimés.

Article 2: La présente résolution prendra effet le jour de sa publication au Journal officiel.

Article 3: La présente résolution sera communiquée, publiée, transmise à la Direction nationale du Recueil officiel des lois et archivée.